

Cette indemnité est cessible et saisissable dans les mêmes conditions et limites que les salaires.

**L. 5122-5** LOI n°2021-1900 du 30 décembre 2021 - art. 207

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération est inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance reçoivent une indemnité horaire d'activité partielle, versée par leur employeur, d'un montant égal au pourcentage du salaire minimum interprofessionnel de croissance qui leur est applicable au titre du présent code et, s'il y a lieu, des stipulations conventionnelles applicables à l'entreprise. Le taux horaire de l'indemnité d'activité partielle versée aux salariés mentionnés au premier alinéa dont la rémunération est supérieure ou égale au salaire minimum interprofessionnel de croissance ne peut être inférieur au taux horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

L'employeur reçoit une allocation d'activité partielle d'un montant égal à l'indemnité d'activité partielle versée aux salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération est inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Pour les salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération est supérieure ou égale au salaire minimum interprofessionnel de croissance, l'employeur reçoit l'allocation prévue au II de l'article **L. 5122-1**.

#### [service-public.fr](#)

- > Rémunération d'un salarié en chômage partiel (activité partielle) : Activité partielle
- > Chômage partiel ou technique (activité partielle) : démarches de l'employeur : Activité partielle
- > Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Activité partielle (chômage partiel L5122-1)
- > Quelles sont les incidences du chômage partiel sur le contrat de travail ? : Objet, rémunération, formation des salariés

**L. 5122-6** LOI n°2021-1900 du 30 décembre 2021 - art. 207

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent chapitre.

## *Chapitre III : Aides aux actions de reclassement et de reconversion professionnelle.*

**L. 5123-1** Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les territoires ou à l'égard des professions atteints ou menacés d'un grave déséquilibre de l'emploi, l'autorité administrative engage des actions de reclassement, de placement et de reconversion professionnelle. Elle en assure ou coordonne l'exécution.

Les maisons de l'emploi prévues à l'article **L. 5313-1** participent à la mise en oeuvre des actions de reclassement prévues au présent chapitre.

#### [Circulaires et Instructions](#)

- > CIRCULAIRE N° DSS/SDSD/2013/386 du 22 novembre 2013 relative à la contribution assise sur les dépenses de promotion des médicaments

**L. 5123-2** LOI n°2011-1977 du 28 décembre 2011 - art. 152 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les cas prévus à l'article **L. 5123-1**, peuvent être attribuées par voie de conventions conclues entre l'Etat et les organismes professionnels ou interprofessionnels, les organisations syndicales ou avec les entreprises :

1° Des allocations temporaires dégressives en faveur des travailleurs qui ne peuvent bénéficier d'un stage de formation et ne peuvent être temporairement occupés que dans des emplois entraînant un déclassement professionnel ;

2° (Abrogé) ;